

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES TECHNIQUES

**Arrêté temporaire n°ARR2022-745
Portant réglementation du stationnement et de la circulation**

RUE GASTON TISSANDIER, CHEMIN DE BEL AIR et AVENUE DU MARÉCHAL DE LATTRE DE TASSIGNY

Le Maire, Conseiller régional,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,

Vu le Code de la route et notamment les articles R.411-8, R.411-21-1 et R.417-11,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger et le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

Vu l'arrêté n°ARR2022-533 du 07 octobre 2022 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Sébastien LEROUX,

Considérant que des travaux sur réseaux ou ouvrages électriques rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 23 janvier 2023 au 17 février 2023 RUE GASTON TISSANDIER, CHEMIN DE BEL AIR et AVENUE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY.

ARRÊTE

Article 1 - À compter du 23 janvier 2023 et jusqu'au 17 février 2023, RUE GASTON TISSANDIER dans la partie comprise entre le CHEMIN DE BEL AIR et l'AVENUE DU MARÉCHAL DE LATTRE DE TASSIGNY, CHEMIN DE BEL AIR et l'AVENUE DU MARÉCHAL DE LATTRE DE TASSIGNY dans la partie comprise entre la RUE GASTON TISSANDIER et la RUE HENRI DUNANT les prescriptions suivantes s'appliquent :

- La circulation des véhicules sera restreinte, alternée et réglementée par panneaux B15/C18 ou K10 ou KR11 AVENUE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY dans la partie comprise entre la RUE GASTON TISSANDIER et la RUE HENRI DUNANT au droit et selon les besoins du chantier.
- La circulation sera restreinte et mise en sens unique CHEMIN DE BEL AIR. A cet effet, la circulation s'effectuera par l'AVENUE DU MARÉCHAL DE LATTRE DE TASSIGNY et la RUE GASTON TISSANDIER suivant la signalisation mise en place.
- La circulation des véhicules sera interdite RUE GASTON TISSANDIER dans la partie comprise entre le CHEMIN DE BEL AIR et l'AVENUE DU MARÉCHAL DE LATTRE DE TASSIGNY. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux riverains, véhicules de l'entreprise exécutant les travaux et véhicules de secours. Une déviation sera mise en place par le pétitionnaire et empruntera le CHEMIN DE BEL AIR et l'AVENUE DU MARÉCHAL DE LATTRE DE TASSIGNY.
- La circulation des riverains et l'accès aux propriétés riveraines seront maintenus d'un côté ou de l'autre du chantier suivant la signalisation mise en place.
- Le stationnement des véhicules sera interdit suivant la signalisation mise en place au droit et selon les besoins du chantier. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R.417-11 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.
- Les véhicules du pétitionnaire seront autorisés à s'arrêter au droit des travaux, en respectant les règles de sécurité et de protection au sol, en veillant à laisser une circulation des véhicules et en prenant toute précaution afin de ne pas constituer un danger pour les piétons.
- Les piétons seront invités à cheminer sur le trottoir d'en face suivant la signalisation mise en place au droit et selon les besoins du chantier.

- Les trottoirs pourront être partiellement ou totalement occupés sous réserve de ménager un cheminement sécurisé pour les piétons et les personnes à mobilité réduite, de 1.40 mètres minimums. Les piétons en transit seront déviés conformément aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I) et aux manuels du chef de chantier « signalisation temporaire routes bidirectionnelles et voirie urbaines ».
- Le cheminement des piétons sera sécurisé au droit des obstacles.
- La continuité de la signalisation et des dispositifs de sécurité sera maintenue par le demandeur.
- La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h.
- Dans le cas d'un délai d'attente, entre l'intervention et la remise en état définitive, un enrobé à froid devra être impérativement réalisé sur la fouille.
- L'intervenant veillera à remettre l'emprise du chantier et ses abords dans l'état dans lequel se trouvait le domaine public avant. La remise en état suppose la réalisation des opérations suivantes : La réfection définitive du revêtement (Les différentes couches devront être réalisées avec le même type de matériaux et de constitution que ceux présent et de telle manière qu'elle permette la reconstitution de la qualité du patrimoine), - Le rétablissement à l'identique de la signalisation, - La remise en état du mobilier urbain, - Le nettoyage complet de l'emprise du chantier et de ses abords.
- Les véhicules en stationnement interdit, considérés comme gênants seront évacués et mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants.

Article 2 - La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, la société EUROVIA.

Article 3 - Monsieur le Commissaire de police (circonscription de sécurité publique de DREUX), Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de DREUX et Monsieur le chef de service de la police municipale, Directeur de la Prévention et des Risques Urbains et les agents placés sous leurs ordres sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Dreux, le 27 DEC. 2022
 Pour le Maire,
 L'Adjoint au Maire délégué à l'occupation du
 domaine public



Sébastien LEROUX

DIFFUSION:

- EUROVIA
- L'Écho Républicain
- KÉOLIS
- Police Municipale
- Agents de surveillance de la voie publique
- Service de collecte des déchets
- TRANSDEV
- Centre de secours
- Hôtel de Police
- Accueil Dreux agglomération
- Gendarmerie

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.